

Ce ne sont pas que les industries traditionnelles qui souffriront de la nouvelle capacité de production. Une publication japonaise, *Nihon Keizai Shimbun* a déjà prédit la saturation en 1986 du marché mondial pour les semi-conducteurs. Il est clair que si la production continue de dépasser la demande, des rationalisations désagréables du point de vue politique doivent voir le jour dans de nombreuses autres industries.

Le second problème politique provoqué par la croissance de la capacité de production touche directement l'emploi et le fait que la croissance du rendement a continué à dépasser la création d'emploi. De 1975 à 1983, les États-Unis et le Canada ont augmenté leur production de 23 pour-cent tout en créant 17 pour-cent plus d'emploi. Dans la même période, le Japon augmenta sa production de biens et de services de 40 pour-cent mais ne créa que 10 pour-cent plus d'emploi. Le cas de l'Europe occidentale est plus alarmant: alors que pour la même période, la production augmenta de 23 pour-cent, l'emploi baissa d'un pour-cent. L'OCDE prévoit que la tendance du chômage à long terme (c'est-à-dire, de six mois ou plus) continuera à s'accroître, particulièrement parmi les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Les pressions politiques en vue du maintien des emplois existants et de la création de nouveaux emplois qui en résultèrent sont difficiles à évaluer. Toutefois, des événements récents tant en Grande-Bretagne qu'en France semblent indiquer que les gouvernements de toutes tendances politiques sont confrontés à de graves problèmes. Si la tendance actuelle dans le taux de la production par rapport à celui de l'emploi persiste, les gouvernements se verront obligés, afin de survivre politiquement, de faire appel à des mesures protectionnistes plus poussées.

Si les pressions venues du chômage et des pertes de profits ne suffisent pas à maintenir en place la tendance au commerce géré, il existe par ailleurs des "variables stratégiques" dont on ne parle guère. Les industries nationales viables sont, dans certains secteurs, considérées essentielles à la sécurité nationale. Prenons par exemple l'attitude du gouvernement américain vis-à-vis l'accord officieux entre le Japon et l'Europe occidentale en vue de réduire la capacité de production navale. Ils donnèrent pour raison de leur refus de participer à cette entente le "fait" que leur capacité de production navale n'avait pas d'impact significatif sur le marché mondial. Les Japonais et les Européens ne le virent pas de cet oeil, mais leurs objections étaient futiles en dépit des raisons réelles de la non-participation des États-Unis. En privé, les officiels américains à l'OCDE soutinrent que la plus grande nation navale du monde n'avait pas l'intention de laisser disparaître son infrastructure de construction navale au point de devenir dépendant des coques de ses alliés du moment en Asie ou en Europe. L'efficacité de cet argument de "considérations stratégiques" n'a pas échappé aux cadres supérieurs des autres industries. En 1984 des représentants de l'industrie de l'acier des États-Unis prétendirent devant la Commission du Commerce International des États-Unis qu'on devrait réduire la part étrangère sur le marché américain de l'acier. Ils justifèrent leur position en affirmant que si une grande puissance voulait contrôler son économie en temps de paix ou en temps de guerre, il lui fallait contrôler son industrie de